



Archives et Droits de l'Homme

Février 2017

Commentaires.

Grand-mère Chaem écoutait tranquillement la radio Bouddhiste quand la journaliste l'a découverte chez elle. Le procès contre elle a été rejeté par la Chambre Extraordinaire des cours du Cambodge, où elle avait été accusée d'être responsable de massacre, d'esclavage et de crimes contre l'humanité. Les observateurs de la cour et les universitaires ont été convaincus de la solidité de la preuve, mais qu'importe : les voisins d'Im Chaem dans sa ville ne veulent rien savoir. Le *New York Times* a écrit, "les villageois ont insisté qu'une part importante de la culture locale était de ne jamais s'immiscer dans le passé des gens. 'Tout le monde connaît Grand-Mère Chaem, sait qu'elle vit dans le village, mais nous ne connaissons pas son passé, ce qu'elle a fait,'" a déclaré un villageois.

https://www.nytimes.com/2017/02/24/world/asia/cambodia-khmer-rouge-im-chaem.html?_r=0 Les archives de la cour, assumant qu'elles sont protégées et préservées, dira l'histoire à ceux qui veulent savoir.

Il est facile de rejeter les soucis de quelqu'un vivant dans un village cambodgien où en savoir trop peut entraîner sa disparition. Mais beaucoup de gens vivant dans des endroits sûrs ne veulent pas savoir non plus. Le célèbre écrivain autrichien Peter Handke est allé en 2006 aux funérailles de Slobodan Milosevic, le président Serbe qui est mort lors de son procès au Tribunal pénal International pour l'Ex-Yougoslavie, accusé de génocide et de crimes de guerre. Handke, qui se qualifie lui-même de détracteur de l'histoire, a fait un discours aux funérailles, disant, "Je ne connais pas la vérité." Cependant, les enregistrements de la cour et les archives du Tribunal Pénal International de l'Ex-Yougoslavie, incluant le matériel lié au contexte qui a été accumulé, permettent de savoir.

Et ensuite il y a les vérités inconfortables pour lesquelles beaucoup d'entre nous sont délibérément aveugles : les tests nucléaires en surface par les nations avec des armes nucléaires, qui ont malmené les populations et l'environnement, du Sahara algérien aux Iles Marshall ; l'argent tiré de l'esclavage et qui a permis de fonder de prestigieuses universités ; l'étendue et la complexité de l'Holocauste ; les crimes du colonialisme.

"Sapere aude"— Ose savoir – était la devise des Lumières en Europe au XVIIIe siècle, bien que son premier usage documenté semble l'avoir été par le poète Horace en 20 av JC. Avec la surcharge d'information sur les médias sociaux et l'Internet, oser savoir doit inclure craindre de savoir ce qui s'est réellement passé – triant les faits des faux faits. Nous devons craindre de savoir ce qui est dans les

archives, à la fois l'information qui nous rend mal à l'aise et aussi celle qui supporte nos croyances. Une société saine soutient ceux qui osent savoir.

Nouvelles internationales.

Chambres extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens (ECCC). ECCC a rejeté les accusations contre Im Chaem, une nonne bouddhiste suspectée d'avoir joué un rôle dans le régime des Khmers. Les juges dans ce cas ont déclaré qu'ils manquaient de compétence pour décider du cas d'Im Chaem comme elle "n'était ni une responsable ni ... l'un de ces officiels du régime Khmer rouge," selon *Jurist*. .
<http://www.jurist.org/paperchase/2017/02/cambodia-genocide-tribunal-dismisses-charges-against-former-khmer-rouge-member.php>

Cour Internationale de justice. La Bosnie-Herzégovine a déposé un appel au sujet d'une décision de la Cour de Justice Internationale de 2007 qui dégageait toute responsabilité de l'état serbe concernant la responsabilité de génocide en Bosnie durant la guerre de 1992-1995, selon *BIRN*. Les deux parties, Serbe et Serbe Bosniaque se sont opposées à l'appel. http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnian-presidency-split-as-appeal-filed-in-serbia-genocide-case-02-23-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=57d5196006-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-57d5196006-319755321

Cour Criminelle Internationale (ICC). Un ancien officiel des Nations Unies qui a dirigé le bureau d'enquêtes de la section des droits de l'homme de la Mission des Nations Unies au Congo a témoigné au procès de Bosco Ntaganda. Elle a déclaré qu'elle et son équipe avaient mené 9 enquêtes dans la province d'Ituri, interviewant "jusqu'à 1600 victimes et témoins de crimes tels que des massacres, viols, enlèvements, pillages et destructions, beaucoup furent attribués à la milice dans laquelle Ntaganda était commandant, a rapporté *International Justice Monitor*. L'enquête rapporte que l'équipe a produit en juin 2003 "aussi bien des données brutes utilisées pour préparer le rapport, étaient ... soumises comme preuve par l'accusation." <https://www.ijmonitor.org/2017/02/un-investigators-found-widespread-reports-of-crimes-by-ntagandas-forces/>

Le nouveau président de Gambie a notifié les Nations Unies qu'il revenait sur la notification de son prédécesseur de se retirer de la CCI, a rapporté *Associated Press*. <http://www.sfgate.com/news/world/article/UN-Gambia-formally-reverses-withdrawal-from-ICC-10931315.php>

Les Chambres Spéciales du Kosovo (KSC). L'Union Européenne a approuvé 19 juges pour servir les Chambres Spéciales du Kosovo. KSC étudiera les cas tirés du rapport du groupe de travail spécial d'enquête de l'Union Européenne, qui dit que les officiels de l'Armée de Libération du Kosovo "pourraient faire l'objet d'inculpation pour une campagne d'accusation contre les Serbes, les Roms et les Albanais Kosovars selon laquelle ils auraient collaboré avec le régime de Belgrade. Le crime inclut les meurtres, les enlèvements, les détentions illégales et la violence sexuelle," a rapporté *BIRN*. Les records du groupe de travail, qui sont probablement gardés par l'union Européenne, devraient être disponibles pour la cour. http://www.balkaninsight.com/en/article/eu-appoints-19-judges-for-the-new-kosovo-court-02-07-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=dd500af98b-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-dd500af98b-319755321

Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). L'OCDE a publié "Conseil d'obligation de diligence au sujet de la responsabilité des chaînes de ravitaillement dans les secteurs du textile et des chaussures." Dans la partie 4 intitulée "Piste," il dit que les sociétés devraient revoir de façon périodique en interne les informations incluant les données tirées d'un contrôle continu, de revues périodiques internes, issus de mécanismes de doléances, etc... pour valider que les étapes prises par l'entreprise empêchent et atténuent les impacts." Encore une fois, les archives du monde des affaires sont nécessaires pour soutenir les droits de l'homme. <https://mneguidelines.oecd.org/OECD-Due-Diligence-Guidance-Garment-Footwear.pdf>

Banque Mondiale. Les chercheurs de la Banque Mondiale ont conclu, en utilisant une gamme de sources de données, allant des "données sur l'intensité des lumières nocturnes" aux données sur la

localisation spatiale des dépôts minéraux et des activités minières en Afrique et les prix historiques des minéraux américains,” que, prise comme un tout, l’extraction minière augmente l’inégalité parmi les régions géographiques mais que cette inégalité n’est pas avérée pour tous les types d’extraction. Le rapport dit que les “résultats dépendent largement si l’extraction est active ou arrêtée, ils dépendent aussi de l’étendue des opérations minières, de la valeur des minéraux extraits, et de la nature des activités minières.” http://documents.worldbank.org/curated/en/199981486393989836/The-impact-of-mining-on-spatial-inequality-recent-evidence-from-Africa?cid=DEC_PolicyResearchEN_D_INT

Monde/nouvelles générales.

Records du monde des affaires. L’Initiative Droits et Ressources (USA), une ONG, a publié “Du risque de conflit à la paix et à la prospérité – L’Urgence de sécuriser les droits fonciers des communautés dans un monde turbulent.” Il dit que l’Atlas de la Justice environnementale a documenté plus de 1 880 conflits à travers le monde relatifs aux ressources, beaucoup causés par les projets d’extraction qui ont pollué et endommagé la terre, l’air, l’eau, les forêts, et le mode de vie des communautés,” et le Programme des Nations Unies pour l’Environnement “a découvert que 40% de tous les conflits internes étaient liés aux ressources naturelles.” Le rapport a noté que les compagnies privées s’exposent à un risque;” que c’est un risque “associé au transfert des droits fonciers sans le consentement des communautés affectées.” Le rapport avance que “sécuriser le droits des femmes et les lier aux droits fonciers et aux ressources, en particulier, mène à de nouveaux bénéfices pour un développement durable et des sociétés plus stables.” Le rapport se réfère aux actions de Nestlé, Coca-Cola, Unilever, Pepsico, et autres. http://rightsandresources.org/wp-content/uploads/2017/01/From-Risk-and-Conflict-to-Peace-and-Prosperty_RRI-Annual-Review-2016-2017_English.pdf

Le Bureau du Procureur Général en Colombie a annoncé que “pour la première fois des compagnies privées avaient été accusées de crimes contre l’humanité suite à l’instauration du système judiciaire mis en place en Colombie dans le cadre du processus de transition vers la paix,” selon *teleSUR*. “Environ 200 compagnies locales et internationales sont poursuivies,” y compris les exportateurs bananiers tels que Chiquita et la compagnie de ciment Cementos Argos. Les archives des compagnies seront d’importantes sources de preuves. <http://www.fiscalia.gov.co/colombia/noticias/financiacion-de-empresas-bananas-a-grupos-paramilitares-es-delito-de-lesa-humanidad/>; <http://www.telesurtv.net/english/news/Colombian-Companies-Charged-for-Crimes-Against-Humanity--20170204-0010.html>

Les États-Unis ont abrogé la loi qui exigeait des compagnies d’extraction (pétrole, gaz et mine) de dévoiler les paiements faits au gouvernement pour le développement du pétrole, du gaz et des minéraux.” Les compagnies ne devront plus rendre publics ces paiements. <http://www.csr.andthe.com/2017/02/04/the-fall-of-section-1504-congress-votes-to-repeal-the-revenue-transparency-rule/>

Records Médicaux. Utilisant la loi de la liberté d’information des États-Unis, STAT a obtenu les rapports envoyés à l’Administration Agriculture et Nourriture (FDA) entre 2006 et 2016 relatifs aux “événements défavorables” dans lesquels plus de 370 enfants ayant utilisé les tablettes de poussée de dents Hyland ou le gel, incluant la mort de 8 bébés “sont toujours en cours d’examen.” La FDA en 2010 a poussé Hyland à reformuler ses remèdes mais l’agence n’a pas les ressources pour faire le suivi quotidien avec le patient, la famille du patient, ou le médecin traitant pour les records manquants nécessaires pour agir en conséquence. Les produits d’Hyland sont vendus internationalement. <https://www.statnews.com/2017/02/21/hylands-homeopathic-teething-fda/>

“Utilisant les données de plus de 183 pays”, les chercheurs de l’Institut de l’Environnement de Stockholm et de l’Université de York en Angleterre ont déterminé que “l’exposition d’une femme enceinte à la pollution de l’air a des effets négatifs sur son fœtus” et une exposition prolongée est “associée dans plus d’un cas sur cinq à des naissances prématurées,” a rapporté le *Washington Post*. L’auteur a dit que la pollution de l’air “contribue aussi substantiellement à la mortalité infantile, ainsi que sur les effets à long terme sur la santé parmi les survivants.” La question des particules fines dans la

pollution atmosphérique, connue comme PM2.5, “est produite par des sources humaines telles que les engins diesel, les usines industrielles et les combustibles de cuisine utilisés principalement en Asie, ainsi que par les sources naturelles telles que les réactions chimiques se produisant dans l’atmosphère.”
https://www.washingtonpost.com/news/to-your-health/wp/2017/02/21/outdoor-pollution-affects-preterm-birth-rates-study-shows/?utm_term=.5bea3f0015c7

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Afghanistan/Syrie/États-Unis. Le *Military Times* a revu et comparé les ensembles de données relatifs aux bombardements et a consulté des sources anonymes familières avec” les pratiques de collecte des données des militaires américains et en a conclu que des milliers de bombardements en Iraq, Syrie et en Afghanistan n’étaient pas reportés dans la base de données publique maintenue par l’US Air Force. Un Officiel militaire américain a déclaré au *Military Times* que la base de données n’inclut pas, par exemple, “les attaques conduites par les hélicoptères d’attaque Apache AH-64” qui sont utilisés dans les trois pays. . <https://news.vice.com/story/the-pentagon-failed-to-report-thousands-of-u-s-airstrikes-report-says>; pour le rapport voir <http://www.militarytimes.com/articles/airstrikes-unreported-syria-iraq-afghanistan-islamic-state-al-qaeda-taliban>

Algérie/France. APS a rapporté qu’une enquête par la Cour des Comptes en France (auditeur public) a découvert que les archives qui avaient été apportées en France d’Algérie et qui sont actuellement aux Archives Nationales n’avaient pas été préservées de façon adéquate.
http://www.huffpostmaghreb.com/2017/02/04/archives-algerie_n_14614198.html

Al Qaeda/États-Unis. “Après 2 ans d’une longue bataille juridique sous le couvert de la loi sur la liberté de l’information,” le *New York Times* a obtenu 200 pages de records du FBI au sujet de l’enquête sur Umar Farouk Abdulmutallab, qui avait essayé d’exploser un avion de ligne approchant Detroit, Michigan, à Noël 2009 en utilisant des explosifs cachés dans ses sous-vêtements. Les records des interviews avec lui fournissent “un témoignage de première ampleur de la part de Mr. Abdulmutallab” que le prêtre américain et le leader d’Al Qaeda Anwar al-Awlaki “avait supervisé son entraînement et conçu l’attaque.” Awlaki a été tué au Yémen par une attaque de drone aérien en 2011, “le premier citoyen américain tué délibérément sur ordre présidentiel, sans charges criminelles ou procès, depuis la Guerre civile.” https://www.nytimes.com/2017/02/22/us/politics/anwar-awlaki-underwear-bomber-abdulmutallab.html?partner=rss&emc=rss&_r=0

Canada/Roumanie. Un site web roumain a téléchargé “des milliers de décisions judiciaires et de tribunal canadien, les a publiées en ligne, et a ensuite demandé une rançon pour les retirer,” a rapporté *The Globe and Mail*. Bien que les décisions soient des documents publics, la plupart n’est pas indexée dans Google; cependant, le site roumain était accessible à Google, “ce qui rendit les décisions facilement accessibles pour la première fois.” Une cour fédérale canadienne a promulgué “un ordre déclaratoire” selon laquelle le site a violé la loi sur la vie privée canadienne, notant que “la règle pouvait être utilisée pour soumettre la requête auprès de Google demandant le retrait des liens offensifs de ce moteur de recherche.” Selon *The Globe and Mail*, il se peut que cette décision ait ouvert la voie à une version canadienne de droit à l’oubli inspiré de celle de l’Union Européenne. Pour plus d’information, voir *HRWG News* 2015-01. <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/rob-commentary/did-a-canadian-court-just-establish-a-new-right-to-be-forgotten-online/article33915916/>

Chili/Allemagne. Presqu’un an après l’ouverture des archives allemandes relatives à la colonie Dignidad au Chili, place notoire de l’activité criminelle menée par un immigré allemand, *Deutsche Welle* a parlé aux chercheurs au sujet de ces archives nouvellement accessibles. Ils ont dit que les archives ont confirmé ce qui était connu mais ont aussi apporté de nouvelles informations, telles que les déclarations d’anciens agents chiliens qui incluent les noms, les contextes et les faits, incluant l’information au sujet des armes. . <http://www.dw.com/es/archivos-de-colonia-dignidad-piezas-de-un-rompecabezas-inconcluso/a-37286523>

Croatie/Allemagne/Serbie. La veuve d'un journaliste allemande qui a été tué en 1991 en Croatie "a dit à la cour à Split ... qu'elle détient un enregistrement d'une interview que [le leader serbe paramilitaire Dragan] Vasiljkovic a donné en Septembre 1992, dans lequel il admettait qu'il a commandé l'attaque le jour où son mari a été tué," a rapporté *BIRN*. Elle a dit qu'elle a obtenu l'enregistrement audio d'un reporter allemand qui l'a mené. Vasiljkovic est actuellement jugé au tribunal pour crimes de guerre contre les civils et les prisonniers de guerre durant la guerre de Croatie.

http://www.balkaninsight.com/en/article/witness-claims-captain-dragan-led-deadly-attack-02-07-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=dd500af98b-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-dd500af98b-319755321

Salvador/Etats-Unis. Fin Janvier, l' élu du Congrès James McGovern a rencontré le président du Salvador Sanchez Ceren et lui a demandé de créer une commission spéciale pour rechercher les disparus lors de la guerre civile (1980-1992) et d'ouvrir les archives militaires relatives aux disparitions. McGovern a promis de demander au président Trump et aux autres d'aider à se souvenir des disparus – ouvrir les archives américaines restantes et fournir une aide à la commission nationale."

<http://elmundo.sv/congresista-de-ee-uu-pedira-a-el-salvador-abrir-archivos-de-la-guerra-civil/>; <http://mcgovern.house.gov/media-center/press-releases/photo-us-rep-mcgovern-joins-human-rights-delegation-in-el-salvador>

Irlande/Royaume-Uni. Le gouvernement irlandais a refusé de publier un rapport vieux de 6 ans sur les activités des espions de la police britannique en Irlande, a rapporté *The Times*, et "il se peut qu'il ne publie pas non plus un second rapport en cours de rédaction. Les polices irlandaise et anglaise entretiennent des relations de travail, et le déni du gouvernement irlandais était fondé sur "la base que la police irlandaise n'était pas préparée à partager les détails des relations avec les forces de police internationales." <http://www.thetimes.co.uk/edition/ireland/new-report-on-uk-police-spies-may-be-kept-secret-sskddt39l>

Pendant ce temps, le gouvernement britannique a dit que "l'unité d'enquête historique de l'Irlande du Nord (HIU) serait soumise aux strictes règles émises par Westminster pour protéger efficacement le personnel qui avait été impliqué avec les forces britanniques" en Irlande du Nord lors des Troubles "étant amenés à la cour," a rapporté *The Times*. Le ministère des Affaires Étrangères Irlandais s'y est opposé, disant, "si un meurtre a eu lieu, il doit être soumis à une enquête afin d'évaluer si c'était illégal et ensuite, si le seuil de preuve est atteint, des poursuites judiciaires ont eu lieu". Le Secrétaire d'État Britannique pour l'Irlande du Nord a dit que le HIU "devrait examiner les cas dans un ordre chronologique si bien que tous les cas impliquant des agents d'État Britanniques ne seraient pas examinés en premier." Il a ajouté que les cas précédemment clos seraient de nouveau examinés à moins qu'il n'y ait de nouvelles preuves crédibles qui n'aient pas été disponibles précédemment. .

<http://www.thetimes.co.uk/edition/ireland/flanagan-condemns-shielding-troops-over-troubles-killings-wb55sj0pm>

Jordanie/Syrie. "Des centaines de milliers de réfugiés syriens dans le Jourdain ont perdu leurs droits à l'aide humanitaire et risquent la déportation parce qu'ils ont quitté les camps officiels de réfugiés ou ont échoué à s'inscrire avec l'Agence pour les Réfugiés des Nations Unies ou auprès des autorités Jordaniennes," a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Un porte-parole de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés a déclaré "il n'y a pas d'estimation sur le nombre de réfugiés qui ne sont pas enregistrés," mais 633 000 sont sur les listes. Le gouvernement jordanien a dit qu'il y avait 1,4 million de Syriens dans le pays. <http://news.trust.org/item/20170222000704-e7h5t/>

Kosovo/Serbie. Le Centre de Loi Humanitaire (« Humanitarian Law Center (HLC) »), une ONG basée à Belgrade, a diffusé un film documentaire de 23 minutes alléguant qu'environ 1400 civils ont été tués en 1999 dans la région du Kosovo qui était sous le contrôle de la 37^e Brigade de l'Armée Yougoslave, qui à l'époque était commandée par Ljubisa Dikovic," a rapporté *BIRN*. Le film, qui est disponible sur YouTube, est fondé sur les témoignages de victimes et des documents du Tribunal International pour l'Ex-Yougoslavie" ainsi que sur la recherche menée par les membres de HLC.

<http://www.balkaninsight.com/en/article/hlc-documentary-alleges-serbian-army-chief-for-kosovo-war-crimes-02-21->

2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=7b978c71eb-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-7b978c71eb-319755321

Russie/Ukraine. Le président russe Vladimir Poutine a signé un ordre exécutif reconnaissant les passeports et autres documents (plaques d'immatriculation, certificats de mariage et de divorce, diplômes universitaires) issus par les séparatistes pro-Russes dans l'Est de l'Ukraine, a rapporté *ABC News*. <http://abcnews.go.com/International/russia-recognizes-passports-ukrainian-separatists-stoking-annexation-fears/story?id=45600840>

Espagne/Syrie. Une femme espagnole a déposé plainte à la Cour Nationale de Madrid contre 9 officiels Syriens pour la torture et la mort de son frère, a rapporté le *Washington Post*. Les membres de la famille ont reconnu la photo du corps de leur frère parmi les photos sorties clandestinement de Syrie par un photographe de la police militaire connu sous le nom de César. L'Association Syrienne pour les Disparus et la Conscience des Détenus a publié une photo du frère sur sa page Facebook dans l'espoir qu'un membre de sa famille pourrait le reconnaître. La plainte de 95 pages est accompagnée de 3 600 pages de preuves, incluant une photographie d'un homme avant son arrestation par les forces Syriennes. C'est le premier cas criminel dans une cour occidentale contre les membres du gouvernement Bashar al-Assad. Pour plus d'information sur le contexte, voir *HRWG News* 2014-01. <http://www.standard.net/World/2017/02/02/From-a-trove-of-grim-photos-a-case-against-Syrian-President-Assad-s-government>

Syrie/États-Unis. *Foreign Policy* a rapporté la confirmation par les officiels militaires américains que les États-Unis ont tiré "5265 cartouches de 30 mm perçant les blindages et contenant de l'uranium appauvri (DU)" lors des raids aériens dans le désert de l'Est de la Syrie les 16 et 22 novembre 2015. Les vidéos officielles militaires des deux raids, montrant des bombes touchant les réservoirs de pétrole de l'État Islamique ont été publiées en ligne "peu de temps après les deux attaques mais ont été enlevées des chaînes officielles de la coalition dans les derniers mois." L'Agence Américaine pour la Protection de l'Environnement considère l'uranium appauvri comme "un danger de radiation sanitaire une fois dans le corps," mais "les médecins et les activistes anti-nucléaires disent qu'il n'y a pas assez de recherche faite pour prouver les effets sanitaires et le seuil d'exposition sur les humains." <https://foreignpolicy.com/2017/02/14/the-united-states-used-depleted-uranium-in-syria/>

Nouvelles Nationales

Afghanistan. La Mission d'Assistance des Nations Unies en Afghanistan (UNAMA) a publié son rapport annuel sur la protection des enfants et des civils lors des conflits armés. Le responsable de la mission a déclaré lors d'une conférence de presse, "En 2016, UNAMA a documenté 11418 morts civiles, une augmentation de 3% comparé au niveau record de 2015." Le directeur de la section des droits de l'homme de l'UNAMA a ajouté, "les morts civiles par explosifs ou engins non-explosés suite à une ordonnance de guerre ont augmenté de 66% - 86% de ces victimes étaient des enfants. Mon équipe a traqué la localisation de chacune des détonations et la tendance que nous avons documenté était une corrélation entre les morts de ces ordonnances et les zones avec le plus important combat au sol." <https://unama.unmissions.org/release-unama%E2%80%99s-2016-annual-report-protection-civilians-armed-conflict>

Brésil. En mai 2016, l'ONG Nossas Cidades a développé une chaîne mobile WhatsApp appelée DefeZap pour permettre aux habitants de Rio de reporter la violence d'état. Dans les six premiers mois, "DefeZap a reçu plus de 102 vidéos, à partir desquelles Nossas Cidades a identifié 57 différents cas de violence d'état": 42 impliquant la police militaire, 22 opérations de police dans les favelas (quartiers), 16 montrant "la violence d'état sans équivoque," 10 où "la violence létale a été utilisée," et 9 montrant "la répression de manifestations pacifiques par la police." Nossas Cidades a utilisé la vidéo pour déposer "32 plaintes formelles contre la violence policière à des mécanismes internes et externes de responsabilité, donnant lieu à 20 requêtes officielles lancées." https://www.opensocietyfoundations.org/voices/new-phone-based-tool-lets-brazilians-monitor-state-violence?utm_source=news&utm_campaign=news_020417&utm_medium=email&utm_content=PdJCM2q46Zsg2lkQNjYeM02vI83d3yRdPP9_BJqjrik

Canada. Une étude menée par la Commission des Plaintes et Revue Civile pour la Police Royale Montée Canadienne (RCMP) a découvert que maintenir l'ordre est contrarié par une mauvaise gestion des archives," a reporté *CBC News*. Sur les 20985 appels pour reporter la disparition d'une personne entre 2008 et 2012, la commission a découvert qu'un quart des dossiers sur les disparitions "ne contenaient pas de notes au sujet de ce que la police avait fait pour enquêter sur le cas." La Commission a exprimé "de profondes inquiétudes relatives à l'intégrité du comportement des officiers de la RCMP et de la base de données introduite en 2009 pour traquer l'usage de la force par la police. Le président de la Commission a déclaré, "toute base de données n'est valable que si l'information rentrée l'est de façon consistante. Et dans certains cas, quand l'information était présente, la moitié de tous les incidents étaient enregistrés, ensuite ce n'était vraiment pas fiable." Il a ajouté, "Sans une bonne gestion des records, la confiance s'érode." <http://www.cbc.ca/news/politics/rcmp-northern-bc-records-report-1.3984112>

Les tribunaux provinciaux étaient désignés pour accélérer le processus d'accès à la justice et alléger la charge des cours surchargées," a écrit le *Toronto Star*, "mais ils bloquent systématiquement le droit du public à connaître les querelles qu'ils gèrent." The *Star* a poursuivi la province d'Ontario, demandant à la cour supérieure d'Ontario d'ordonner que "les records du tribunal, y compris les plaidoiries, les pièces à conviction, les briefs et tous les autres documents sur lesquels l'adjudication est fondée ... soient publics de la même façon que les records des cours sont publics." Voir Canada/Roumanie ci-dessus pour un autre éclairage sur la gestion des records des cours au Canada.

Republique Centrale Africaine. Le président Faustin-Archange Touadéra a nommé Toussaint Muntazini Mukimapa, un procureur militaire de la République Démocratique du Congo, comme procureur spécial de la Cour Criminelle Spéciale, créée en juin 2015 pour "enquêter et poursuivre les crimes les plus graves commis dans le pays depuis 2003," a rapporté Human Rights Watch. La cour aura un personnel national et international et "s'associera avec la Cour Criminelle Internationale, qui a un mandat pour poursuivre les crimes depuis août 2012 mais pourra seulement se focaliser sur une poignée de suspects de haut-niveau." Un protocole pour partager les preuves, y compris les archives, entre les deux cours a besoin d'être négocié rapidement. <https://www.hrw.org/news/2017/02/21/step-toward-justice-central-african-republic>

Chine. La police a déclaré "Tous les véhicules à Xinjiang doivent être équipés avec des instruments de pistage satellitaires," a rapporté *CrisisWatch*. Quel volume pour les archives de la police ainsi créé! <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

République Démocratique du Congo. Une vidéo que le Département de Maintien de la Paix des Nations Unies a qualifié de "film choquant de massacres et d'exécution de civils par du personnel en uniforme," apparemment de l'armée nationale, circule sur les médias sociaux. L'ONU a déclaré qu'elle essayait de "vérifier la source de cette vidéo et si elle était liée aux récents affrontements dans la région de Kasai," a rapporté le *New York Times*. "Plusieurs analystes ont dit que le film révèle un massacre de civils soutenu par le gouvernement et que la vidéo pourrait être utilisée comme preuve de crimes de guerre." https://www.nytimes.com/2017/02/17/world/africa/democratic-republic-congo-massacre-video.html?_r=0

Égypte. La police a fermé les bureaux du centre Al Nadeem, une organisation qui traite les victimes de la torture et de la violence," a rapporté le *New York Times*. Un employé a déclaré qu'environ 50 policiers de police sont arrivés aux bureaux du centre et ont mis des sceaux sur les portes," le centre conteste la fermeture devant la cour. Al Nadeem a fourni des traitements thérapeutiques à environ 1 000 victimes des abus de la police, ont dit ses fondateurs, et ont catalogué les cas de torture par la police, les meurtres et les enlèvements illégaux." Encore une fois, les archives sensibles sont en danger et ont besoin d'un endroit sûr pour assurer leur préservation. https://www.nytimes.com/2017/02/09/world/middleeast/widening-crackdown-egypt-shutters-group-that-treats-torture-victims.html?rref=collection%2Fbyline%2Fdeclan-walsh&action=click&contentCollection=undefined®ion=stream&module=stream_unit&version=latest&contentPlacement=2&pgtype=collection&_r=0

Les Chrétiens coptes représentent 10% de la population. L'Etat Islamique a diffusé une vidéo le 19 février "qui appelle à organiser des attaques contre la minorité chrétienne au Sinaï. La vidéo était suivie, dans les récents jours, par une série d'attaques par armes à feu à El Arish, la principale ville au nord du Sinaï," a rapporté le *New York Times*.

https://www.nytimes.com/2017/02/24/world/middleeast/egypt-coptic-christians-sinai.html?_r=0

France. La France a adopté "une loi de devoir de vigilance des sociétés" à la suite des Principes Directeurs des Nations Unies relatifs aux Entreprises et aux Droits de l'Homme. La Coalition européenne pour la Justice d'Entreprise a publié une analyse de la loi, notant que chaque société couverte par la loi doit publier "un plan de vigilance" qui doit inclure entre autre, "une cartographie qui identifie, analyse et classe les risques" et "les procédures pour évaluer régulièrement, en accord avec la cartographie des risques, la situation des filiales, des sous-contractants ou des fournisseurs avec qui la société maintient et a établi une relation commerciale." Les records des sociétés dignes de confiance seront nécessaires pour remplir les obligations décrites dans la loi. <http://corporatejustice.org/documents/french-corporate-duty-of-vigilance-law-faq.pdf>

Ghana. Le service de police du Ghana a annoncé qu'il construira un lieu ultra-moderne pour les collections d'archives et de records," a rapporté *GNA*. Lors de la cérémonie de clôture relative à une formation d'une durée de deux semaines sur la gestion des records et les archives auquel ont assisté 20 agents de police, l'Inspecteur Général par Interim "a exprimé son inquiétude au sujet des mauvais systèmes d'information dans de nombreuses et variées institutions publiques, Police incluse, et qui empêchent le travail des cours et la justice d'être livrée, créant d'immenses et évitables conflits dans les disputes foncières." <https://www.businessghana.com/site/news/general/140953/Police-Service-to-construct-ultra-modern-archive-facility>

Irlande. Un employé de TUSLA, l'agence gouvernementale relative à la famille et à l'enfant, a de façon erronée copié et collé de fausses accusations de viol sur un enfant dans le dossier du lanceur d'alerte de la police le sergent Maurice McCabe et l'a ensuite envoyé à la police où il a largement circulé en 2013," a rapporté le *Irish Independent*. L'agence a qualifié l'erreur "d'erreur administrative." <http://www.msn.com/en-ie/news/newsireland/tusla-counsellor-mistakenly-copied-and-pasted-child-rape-allegations-into-file-on-garda-whistleblower/ar-AAmMPu5>

Kenya. *Thomson Reuters Foundation* a rapporté que les mères handicapées du Kenya étaient "négligées du fait du manque de données." Une étude de 2007 a montré que presque 5% de la population kenyane souffre d'un handicap, mais aucune étude ou recensement depuis n'a exploré la question de la nature du handicap. "Considérant que les gouvernements et les donateurs dépendent de données pour identifier les questions de développement, la pénurie de statistiques sur les personnes handicapées ayant accès aux soins de santé signifie que leurs besoins risquent d'être ignorés, selon les experts." <http://news.trust.org/item/20170206130557-z57g9/>

Kosovo. Le président Hashim Thaci a "lancé des consultations pour établir" une nouvelle Commission Vérité et Réconciliation chargée des atrocités présumées commises durant la guerre de 1998-1999, selon *BIRN*. http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-s-president-with-an-initiative-of-reconciliation-02-13-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=8866760dc5-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-8866760dc5-319755321

Libye. Un bataillon de l'armée libyenne a découvert des centaines de livres anciens et de rares manuscrits de l'Islam volés par les terroristes à l'Université de Benghazi," a rapporté *ABNA News Agency*. Certains étaient endommagés de façon volontaire par les terroristes, pendant que d'autres manuscrits étaient très abimés par négligence." Les groupes terroristes étaient affiliés à ISIS." <http://en.abna24.com/news/africa/rare-islamic-manuscripts-stolen-by-isis-restored-in-libya.html>

Mexique. La Cour Suprême a statué que les familles des personnes disparues lors de la “Sale Guerre” du Mexique (1968-1982) ont le droit d’accéder aux archives gouvernementales avec les noms “de tous ceux listés comme disparus par le gouvernement.” La cour a déclaré que les plaignants peuvent rendre les noms publics. https://www.opensocietyfoundations.org/voices/victory-truth-about-mexico-s-dirty-war?utm_source=news&utm_campaign=news_021117&utm_medium=email&utm_content=PdJCM2q46Zsg2lkONjYeM02vI83d3yRdPP9_BJqirjk

“La version finale d’une revue interne par le gouvernement mexicain au sujet de la conduite des enquêteurs enquêtant sur la mort des 43 étudiants disparus a rejeté un précédent rapport qui avait trouvé que la mauvaise gestion des preuves et de suspects par les officiels avait enfreint la loi,” a rapporté le *New York Times*. Le père d’un des disparus a dit, “le problème est que la preuve a été falsifiée et l’enquête entière a été manipulée et maintenant ils dénie la vérité aux 43 familles.” Pour plus d’information, voir *HRWG News* 2016-04 et 12. <https://www.nytimes.com/2017/02/10/world/americas/mexico-missing-students-investigation.html>

Associated Press a rapporté que les statistiques officielles délivrées par le Département Intérieur montrent que le Mexique a eu 20789 homicides en 2016, une augmentation de 22% par rapport à 2015 (17034). C’est la plus forte augmentation depuis l’apogée de la guerre contre la drogue quand 22852 personnes ont été tuées en 2011. <https://www.yahoo.com/news/mexico-sees-22-percent-rise-murders-2016-181948953.html>

Myanmar. Le Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l’homme (HCDH) a publié un rapport sur la violence contre les Rohingya, affirmant que “les violations des droits de l’homme commises par les forces de sécurité incluent des viols collectifs, des meurtres extra-judiciaires – incluant des bébés et des jeunes enfants, des passages à tabac et des disparitions.” Selon le HCDH, la violence est qualifiée “de crimes contre l’humanité.” Bien que le HCDH n’a pas été autorisé à aller au nord de l’état du Rakhine où la violence a lieu, le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la Prévention de Génocide a dit que l’agence a découvert un nombre écrasant de témoignages et autres formes de preuves au travers d’interviews avec les réfugiés qui ont fui vers les pays limitrophes.” Le rapport de l’ONU a été suivi par un rapport de Human Rights Watch qui a détaillé aussi “le viol, le viol collectif, les recherche corporelles abusives, et les violences sexuelles” par l’armée birmane et les gardes-frontière. Pour plus d’information, voir *HRWG News* 2016-06 et 11. <http://www.eurasiareview.com/07022017-burma-rakhine-state-violence-could-be-crime-against-humanity-un/>; <https://news.vice.com/story/myanmars-brutal-treatment-of-rohingya-muslims-back-in-spotlight-after-two-damning-new-reports>

Népal. Le gouvernement a prolongé les mandats de deux mécanismes de justice transitoire (l’un sur la vérité et la réconciliation et l’autre sur les disparitions) jusqu’en février 2018. La nouvelle période d’enregistrement des plaintes a commencé le 15 février, a rapporté *CrisisWatch*; ensemble, les deux organismes ont déjà reçu plus de 61 000 plaintes. <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

Nigéria. L’Agence *France Presse* a obtenu un enregistrement audio dans lequel Shekau, le leader de la faction du groupe Boko haram, se vantait du meurtre du porte-parole du groupe Tasiu, a rapporté *Vanguard News*. <https://360post.wordpress.com/2017/02/24/abubakar-shekau-kills-boko-harams-spokesman-over-leadership-plot/>

Philippines. Dans le premier cas de la cour contestant la campagne anti-drogue du gouvernement, un appel de la cour a statué en faveur du survivant d’un raid anti-drogue et des familles de quatre de ses compagnons décédés. La cour “a promulgué un ordre de protection obligeant la police à rester à l’écart d’eux, ordonnant les officiers impliqués [ceux ayant tué les hommes] à être transférés dans un autre poste de police et ordonnant à la police de diffuser toute les preuves contre les suspects qui ont abouti au raid anti-drogue,” a rapporté le *New York Times*. L’avocat des victimes a dit que les victimes poursuivront pour meurtre les officiers de police. <https://www.facebook.com/notes/philippine-star/a-rare-survivor-of-a-philippine-drug-raid-takes-the-police-to-court/760011057485911>

Afrique du Sud. Le médiateur de la Santé d’Afrique du Sud, Malegapuru Makgoba, a publié son rapport sur les circonstances entourant la mort des patients handicapés mentaux dans la province de Gauteng. Il a conclu que 94 patients psychiatriques étaient morts entre le 23 mars et le 19 décembre 2016 dans 27 résidences de soin de la province de Gauteng. Toutes les résidences fonctionnaient avec des permis légaux et valides, et les patients décédés “sont morts dans des circonstances illégales.” Le gouvernement et les groupes privés qui gèrent les résidences ont démontré un manque total de considération quant aux droits des patients et de leurs familles, y compris mais pas seulement le droit à la dignité humaine; le droit à la vie ; le droit à la liberté et à la sécurité de la personne ; le droit à l’intimité, le droit à la protection vis-à-vis d’un environnement qui n’est pas hostile à leur santé ou à leur bien-être, le droit à l’accès à des soins de qualité, une nourriture suffisante et à l’eau, et le droit à l’action administrative qui est légitime, raisonnable, et juste sur le plan de la procédure. En plus de recueillir le témoignage de 73 personnes, l’enquête a utilisé des documents et/ou de l’information contextuelle” du bureau du Membre du Conseil Exécutif pour la Santé dans la province du Gauteng, le Directeur de la Santé mentale, le Conseil de revue de la Santé mentale du Gauteng, le département national de la Santé, la compagnie d’assurance vie Esidimeni, quelques ONG et la Commission des droits de l’homme d’Afrique du Sud. <http://politicsweb.co.za/documents/the-life-esidimeni-disaster-the-makgoba-report>

Syria. Trois importants rapports sur les actions en Syrie ont été publiés. (1) Amnesty International (AI) a publié un rapport sur la prison de Saydnaya qui dit qu’au moins 5000 jusqu’à 13 000 personnes ont été tuées à la prison par pendaison après des parodies de procès. Pour rédiger le rapport, AI a interviewé 84 personnes (“plusieurs ont partagé leurs témoignages avec AI en courant un risque important”) et ont revu les rapports des agences de l’ONU, des ONG internationales, des groupes de surveillance locales et des médias.” <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/02/syria-investigation-uncovers-governments-secret-campaign-of-mass-hangings-and-extermiation-at-saydnaya-prison/>

(2) Human Rights Watch (HRW) a dit qu’elle avait documenté 8 cas entre le 17 novembre et le 13 décembre 2016, lorsque les forces gouvernementales ont utilisé des bombes au chlore. La Convention relative aux Armes Chimiques interdit l’usage de toxines pour tuer ou blesser ; la Syrie a signé la convention. HRW a dit que ses conclusions se fondaient sur les interviews avec les employés médicaux et les témoins, photographes, qui conclut ce qui s’est passé pour montrer les cannettes de gaz utilisé et les analyses de ces vidéos.” <https://www.bostonglobe.com/news/world/2017/02/13/syria-used-chlorine-bombs-aleppo-human-rights-watch-says/sCh25PeajXSqtuYI7EL0N/story.html>; rapport de HRW <https://www.hrw.org/video-photos/video/2017/02/13/aleppo-chlorine-gas-kills-children-civilians>

(3) Le rapport du Conseil de l’Atlantique “Briser Alep” au sujet des attaques contre les hôpitaux a dit que “172 attaques vérifiées sur les centres médicaux et leur personnel ont été reportés à travers la Syrie entre juin et décembre 2016” dont 42% à Alep. Le Conseil a conclu, “les attaques étaient si fréquentes, et quelques hôpitaux clés étaient touchés tant de fois, que les incidents paraissent comme une tentative systématique de détruire le support médical de la ville.” De plus, “un ensemble convergent de preuves” suggère que le gouvernement Assad et ses alliés, Russie incluse, avaient pour projet spécifique de viser les hôpitaux syriens.” L’analyse des images satellitaires (incluant celles du Ministère de la Défense russe), des vidéos de caméra de sécurité, des extraits de la télévision, des photographies des résidents, les médias sociaux, et la reconstruction d’un bombardement par une organisation à l’Université de Londres. <http://www.publications.atlanticcouncil.org/breakingaleppo/hospital-attacks/>

Tunisie. Écrivain dans *Nawaat*, Sadri Khiari, un membre fondateur du Conseil National des Libertés en Tunisie, a estimé que le gouvernement doit prendre des risques et ouvrir les archives de la police nationale. <http://nawaat.org/portail/2017/02/06/quen-est-il-des-archives-de-la-police-politique/>

Le Centre pour l’Étude de l’Islam et la Démocratie, une ONG basée aux États-Unis, a organisé une conférence et un débat à son siège à Tunis sur le sujet, “Est-ce que la torture s’arrêtera en Tunisie ?”

Utilisant les cas de deux hommes morts sous la torture, les orateurs ont affirmé que les rapports médicaux sur les morts, incluant celles dans les archives de la présidence de la République, étaient falsifiés. <https://www.youtube.com/watch?v=g0keO9btcsq>

Royaume-Uni. Dans deux “écoles secondaires d’état”, les professeurs portent des caméras pour une période d’essai de 3 mois, a rapporté la BBC. *The Times Educational Supplement* a sondé 600 professeurs au sujet des caméras; plus d’un tiers a dit qu’ils les porteraient “pour collecter des preuves du comportement des élèves” alors que le reste ne le ferait pas car ils seraient inquiets quant à leur l’intimité, étant espionnés par leur direction et leur intimité par les élèves.” Pensez à la charge pour chaque école qui essaie de conserver les films des caméras. <http://www.bbc.co.uk/newsbeat/article/38907591/body-cameras-on-trial-in-english-schools>

Royaume-Uni/Irlande du Nord. Le 5 janvier 1976 près du village de Kingsmill en Irlande du Nord, des hommes armés ont arrêté un minibus transportant 11 travailleurs protestants et ils leur ont tiré dessus ; un seul a survécu. L’Armée républicaine Irlandaise Provisoire a été accusée des meurtres, et peu de temps après, “une empreinte était découverte sur le van utilisé par les tueurs, a rapporté le *Belfast Telegraph*. En mai dernier, une concordance avec l’empreinte digitale a été trouvée après être restée non-identifiée pendant plus de 40 ans” et un homme a été arrêté. Le 9 février, le service d’accusation publique a annoncé qu’il ne poursuivra pas l’homme car “un manque de records rend difficile le lien entre les meurtres et aussi pour prouver exactement quand l’empreinte digitale a été découverte dans le van.” <http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/bitter-disappointment-over-decision-not-to-prosecute-ira-kingsmill-massacre-suspect-35437295.html>

États-Unis. Une étude menée par des chercheurs de l’Université de Californie du Sud et de l’Université de Boston a découvert que “les hommes immigrants hispanophones entre 18 et 64 ans ont le plus fort taux d’accident du travail avec un taux de 13,7 pour 1000 travailleurs, suivi par les Afro-américains (plus de 12%), les hommes nés aux États-Unis et d’origine hispanique (presque 12), les hommes blancs (11,8), et les Américains d’origine asiatique (presque 10).” Les chercheurs ont utilisé les données du Bureau du recensement et du Bureau des Statistiques du Travail. L’auteur en charge a dit, “Les disparités sur le plan des opportunités économiques pour les minorités les amènent à prendre des emplois plus risqués.” *Eurasia Review*, qui a rapporté l’étude, a noté que la discrimination a été un facteur dans la sécurité des travailleurs à travers l’histoire.” http://www.eurasiareview.com/13022017-latino-immigrants-face-greatest-risk-of-injury-disability-on-job/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Dans un rapport d’enquête, CNN a conclu que plus de 1000 maisons de retraite à travers le pays avaient été cités pour mauvais traitement ou pour n’avoir pas empêché des cas de violence sexuelle dans leurs locaux ces dernières années.” Les chercheurs ont commencé à obtenir les rapports d’inspection fédéraux enregistrés entre 2013 et 2016. Ces rapports sont enregistrés par les inspecteurs sanitaires d’état, travaillant en conjonction avec le gouvernement fédéral pour les 1500 maisons de soins qui reçoivent les remboursements Medicare et Medicaid. ” Ils les ont ensuite remis à la police et à la cour; l’histoire inclut des images de documents du dossier du procureur. <http://www.cnn.com/interactive/2017/02/health/nursing-home-sex-abuse-investigation/?elqTrackId=8879a224c23441a780a9cb21d90e367f&elq=3f8a4d606dfc4a87804e5a6e0629e237&elqaid=12714&elqat=1&elqCampaignId=5209>

Le Centre américain pour le Contrôle des Maladies a diffusé une brève sur les données relatives aux morts par overdose aux États-Unis entre 1999 et 2015. Utilisant les données du système national des Statistiques Vital, le rapport affirme que les morts par overdose aux EU en 2015 étaient 2,5 fois plus importantes qu’en 1999, et le pourcentage de morts lié à l’héroïne a triplé. <https://www.cdc.gov/nchs/products/databriefs/db273.htm>

Les membres des tribus autochtones américaines et d'autres activistes ont protesté contre la route proposée pour l'accès à l'oléoduc du Dakota, que les compagnies commerciales construisent pour transporter le pétrole du sous-sol du Dakota du Nord, à travers le Dakota du Sud, de l'Iowa, de l'Illinois (1172 miles ou 1886 km). Ils contestent la nécessité de l'oléoduc, son impact sur l'environnement et sur la qualité de l'eau, et sa menace sur les sites sacrés pour les peuples autochtones. Le "directeur de contenu de l'ONG mapstory.org" a décidé de créer une carte précise du tracé complet, a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Il a demandé dans chaque état affecté l'information, mais il en a été empêché par la plupart des états, qui ont refusé de fournir l'information digitale dont il avait besoin," si bien qu'il a travaillé avec des copies pdf des cartes, le forçant à construire la route de l'oléoduc sur écran comme si c'était une géante scie sauteuse, encastrant les pdf comme des pièces. "

L'administration Trump a donné l'accord final pour l'oléoduc. <http://news.trust.org/item/20170217152016-mlrr1/>

Un juge fédéral a ordonné au Département de la Justice de diffuser "toutes les requêtes faites par les procureurs à Washington pour collecter secrètement certaines données au sujet des téléphones, emails et activités internet des Américains entre 2011 et 2016, a rapporté le *Washington Post*. Le cas a été porté à la connaissance grâce à un journaliste et joint par l'ONG le Comité des Reporters pour la Liberté de la Presse. "Les procureurs ont été d'accord pour diffuser plus d'information au sujet des 5 années dans les prochains mois, y compris les opinions substantives, dénis de requête, et les données de plus de 3 ans, datant de 2008 où la gestion des records électroniques commençait." https://www.washingtonpost.com/local/public-safety/us-court-expands-disclosure-of-requests-to-secretly-track-electronic-records/2017/02/23/20ef5a54-f950-11e6-bf01-d47f8cf9b643_story.html?utm_term=.ce956cb0fffc

Les Académies Nationales des Sciences, de l'Ingénierie et de la Médecine ont analysé les premiers mois des données collectées par l'Administration des Vétérans "au sujet de l'enregistrement des dangers dans l'air et des brûlures dans les mines ouvertes. " Le registre a été établi par le Congrès pour acquérir une exposition et de l'information sanitaire sur les membres des services et des vétérans exposés aux dangers dans l'air lors de leur déploiement – tels la fumée des puits brûlés, et autre feux de puits, tempêtes de poussière ou pollution," tout ce qui constituait une exposition habituelle en Iraq, en Afghanistan et autres lieux en Asie du Sud-Est. Les Académies ont conclu que le Registre, qui dépend de l'information volontaire, "a très peu de valeur comme outil scientifique pour la recherche sur les effets de la santé" mais il est utile en tant que moyen pour la population ayant le droit de documenter leurs inquiétudes au sujet de leurs problèmes de santé pouvant résulter de leur service."

<http://www8.nationalacademies.org/onpinews/newsitem.aspx?RecordID=23677>

États-Unis/Guam. Quinze anciens enfants de chœur ont déposé plainte contre l'Archidiaconé catholique d'Agana, alléguant que les prêtres catholiques ont abusé sexuellement ou les ont violés entre les années 1950 et 1980. Le but des plaignants est de demander accès aux archives confidentielles de l'Église, mais un blogueur local, qui écrit sur les problèmes de l'Église, a dit au *Pacific Daily News* que les dossiers à l'Archidiaconé avaient été détruits." <http://www.guampdn.com/story/news/2017/02/05/canon-lawyers-guam-clergy-abuse-trials-could-rip-open-secret-archives/97124516/>

Uruguay. Le Président Tabare Vazquez a nommé un ancien ambassadeur uruguayen au Vatican "afin de mener des recherches dans les archives de l'Église Catholique relatives à la dictature en Uruguay" entre 1973 et 1985. L'Église Catholique Uruguayenne en juillet dernier a approuvé la requête du gouvernement de chercher les documents au sujet des détenus disparus."

<http://www.plenglish.com/index.php?o=rn&id=8746&SEO=uruguay-appoints-delegate-to-probe-into-dictatorship-archives>

Vanuatu. L'Acte sur le Droit à l'information est devenue une loi. <https://pasifik.news/right-information-act-becomes-law-vanuatu/>

Vénézuela. L'Autorité électorale Centrale a repoussé de manière indéfinie les élections pour les gouverneurs d'état. Un membre du comité des élections a dit que "les élections ne pourraient pas avoir lieu tant que les partis politiques n'avaient pas renouvelé leur enregistrement," a rapporté *CrisisWatch*.

Le comité des élections a exigé que 59 des 62 partis politiques du pays se réenregistrent en collectant les signatures de 5% des électeurs dans au moins 12 états en l'espace de 14 heures utilisant 390 machines d'empreinte digitale." Pour plus d'information, voir *HRWG News* 2016-06.
<https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

Yémen. Le Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme (HCDH) a déclaré qu'il a vérifié le recrutement de 1476 enfants, tous des garçons, entre le 26 mars 2015 et le 31 janvier 2017, " la plupart par les Comités populaires affiliés avec le mouvement rebelle Houthi. A la conférence de presse, un porte-parole pour le HCDH a rappelé à toutes les parties du conflit que le recrutement et l'usage d'enfants dans les conflits armés est strictement interdit par les lois internationales des droits de l'homme et les lois humanitaires internationales, et ... le recrutement d'enfants de moins de 15 ans équivaut à un crime de guerre." <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=56255#.WMIEKt9JdmU>

Publications

Le Centre des droits de l'homme de l'Université de Dayton (Ohio, EU) recherche des propositions de des recherche théoriques et appliquées sur un large éventail de sujets relatifs aux droits de l'homme pour une conférence, "La pratique sociale des droits de l'homme : tracer les frontières de la recherche et plaider," qui doit se tenir entre le 8 et 10 novembre 2017. Les propositions de contribution devraient être soumises au plus tard le 17 mars à go.udayton.edu/hrc.

Le *Nordic Journal of Human Rights* invite les propositions d'article pour un numéro spécial sur les méthodes de recherche relatives au monde des affaires et aux droits de l'homme pour une publication en 2018. Pour plus d'information ou pour envoyer les propositions, aller à hr-journal@nchr.uio.no; les articles entiers sont dûs pour le 2 août.

La Banque mondiale a publié son Rapport Annuel de développement mondial; le sujet de cette année est "Gouvernance et loi." <http://live.worldbank.org/world-development-report-2017>

Le Centre International Woodrow Wilson pour les Universitaires a lancé un nouveau "portail de données et de recherche pour le leadership global des femmes": <http://www.50x50movement.org/> Il hébergera "la collection la plus complète de données relatives au leadership féminin dans les domaines de la politique et de la législation"; les données subiront un filtrage sexuel."

Le Centre de Ressources du monde des affaires et des droits de l'homme a lancé le portail des défenseurs du monde des affaires et des droits de l'homme, fournissant une base de données sur plus de 400 cas d'attaques contre des activistes travaillant sur la responsabilité des entreprises ; les exemples positifs d'action civique des compagnies relatives aux libertés civiques et aux défenseurs des droits de l'homme ; les outils, les ressources, les rapports, les études de cas et les normes internationales ; ainsi que les interviews approfondis." <https://www.business-humanrights.org/en/business-human-rights-defenders-portal>

Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à :

trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

(Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le Groupe de Travail sur les Archives des droits de l'homme. Traduction française : Rémi Dubuisson)